

Choisir entre vivre au Québec ou en Ontario mars 2016

<http://www.lactualite.com/societe/mieux-vaut-etre-jeune-au-quebec-que-ontario/>

Mieux vaut être jeune au Québec qu'en Ontario!

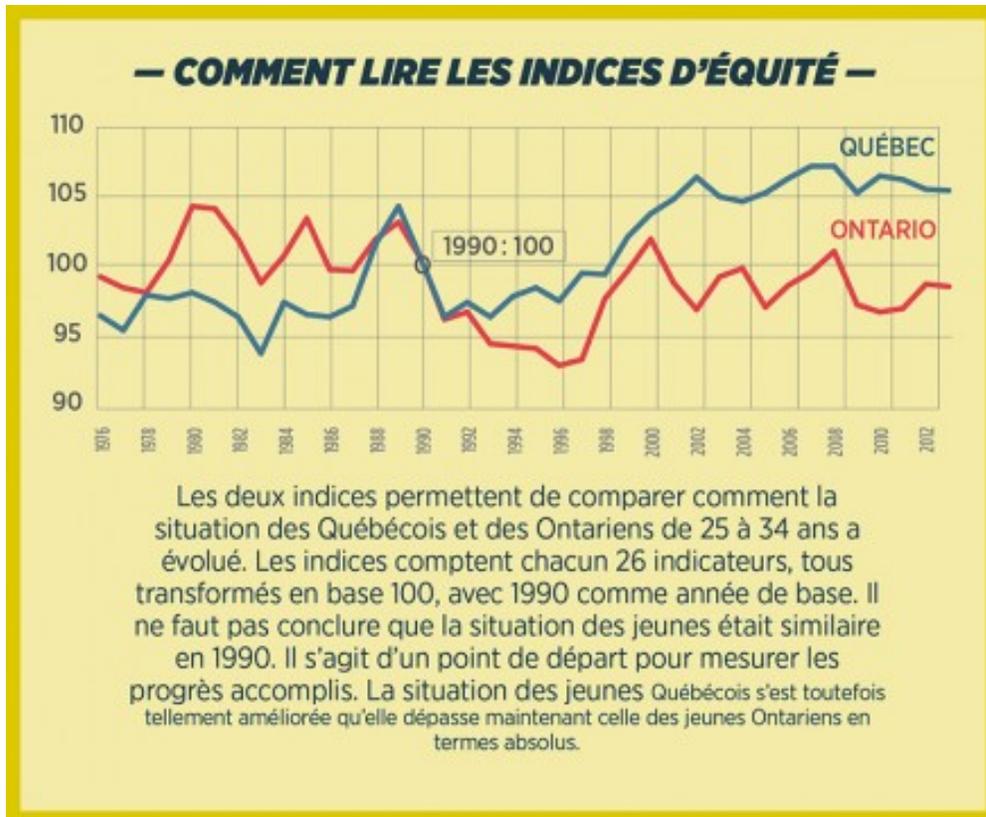
L'eldorado ontarien? Un mythe, révèle la deuxième livraison de l'indice de l'équité entre les générations. Les jeunes Québécois ont désormais un meilleur niveau de vie que leurs voisins.

10 Mar. 2016 par [Jonathan Trudel](#)



Illustration: Sébastien Thibault

Ah que la vie semble plus douce chez le voisin ontarien ! On y trouverait moins de chômeurs, les travailleurs y toucheraient de meilleurs salaires et paieraient moins de taxes et d'impôts. Les routes y sont mieux entretenues, et même le lait et le vin coûtent moins cher !



Convaincus que l'herbe est plus verte en Ontario, des milliers de Québécois bouclent encore, chaque année, leurs valises pour s'y établir. Mais gagnent-ils vraiment au change ?

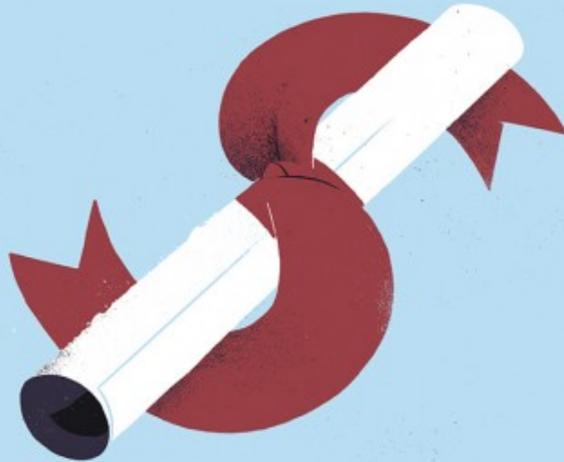
Rien n'est moins sûr.

« L'eldorado ontarien, c'est un mythe », tranche l'économiste Alexis Gagné. Depuis une génération, les Québécois ont, dans l'ensemble, largement rattrapé le niveau de vie des Ontariens. Les jeunes du Québec ont même carrément dépassé celui de leurs voisins.

C'est l'un des constats implacables de la toute nouvelle livraison de l'indice d'équité entre les générations (IEG), le fruit d'une vaste enquête menée par Alexis Gagné et ses collègues de l'Institut des générations.

[Le premier indice](#), publié dans *L'actualité* il y a deux ans, révélait que, contrairement aux idées reçues, le niveau de vie des jeunes Québécois de 25 à 34 ans s'était amélioré depuis une génération. Que les *boomers* ne les avaient pas spoliés, finalement...

ÉDUCATION : EN MODE RATTRAPAGE



DÉPENSES EN ÉDUCATION EN 2013

QUÉBEC 5,2 % du PIB

ONTARIO 4,6 % du PIB

TAUX DE DIPLOMATION UNIVERSITAIRE EN 2013

QUÉBEC 31 % (14 % en 1990)

ONTARIO 35,7 % (18 % en 1990)

Cette fois, les chercheurs ont voulu comparer l'évolution du sort des jeunes Québécois et Ontariens depuis un quart de siècle. Leurs conclusions terrassent, de nouveau, des mythes tenaces.

En bref, les jeunes Québécois comptent moins de chômeurs dans leurs rangs que leurs congénères ontariens — et quand ils sont astreints au chômage, ils y restent moins longtemps. Ils travaillent moins d'heures tout en touchant un revenu médian (après impôts) de 5,7 % plus élevé.

Ils ont donc plus d'argent dans leurs poches et doivent en dépenser beaucoup moins pour se loger que les jeunes Ontariens, premières victimes de la flambée des prix de l'immobilier. Dans la grande région de Toronto, par exemple, accéder à la propriété est devenu un rêve inaccessible pour beaucoup de jeunes familles. Mais le loyer moyen y est aussi prohibitif — et reste beaucoup plus élevé qu'à Montréal, malgré les hausses fulgurantes enregistrées dans la métropole québécoise depuis une décennie.

« En 1990, les jeunes Québécois étaient en moins bonne posture que leurs voisins ontariens. Aujourd'hui, c'est l'inverse », résume Alexis Gagné, qui a analysé une trentaine d'indicateurs, dont quelques-uns sont inédits.

Ses collègues et lui ont notamment pu mesurer l'actif net des 25 à 34 ans, ce qui leur a permis de documenter l'évolution de leur niveau d'endettement depuis une génération.



En plus des indicateurs strictement économiques, les chercheurs ont aussi tenu compte d'indicateurs de « qualité de vie », tels que l'espérance de vie à la naissance, le taux de dépression majeure et le taux de criminalité (une autre nouveauté).

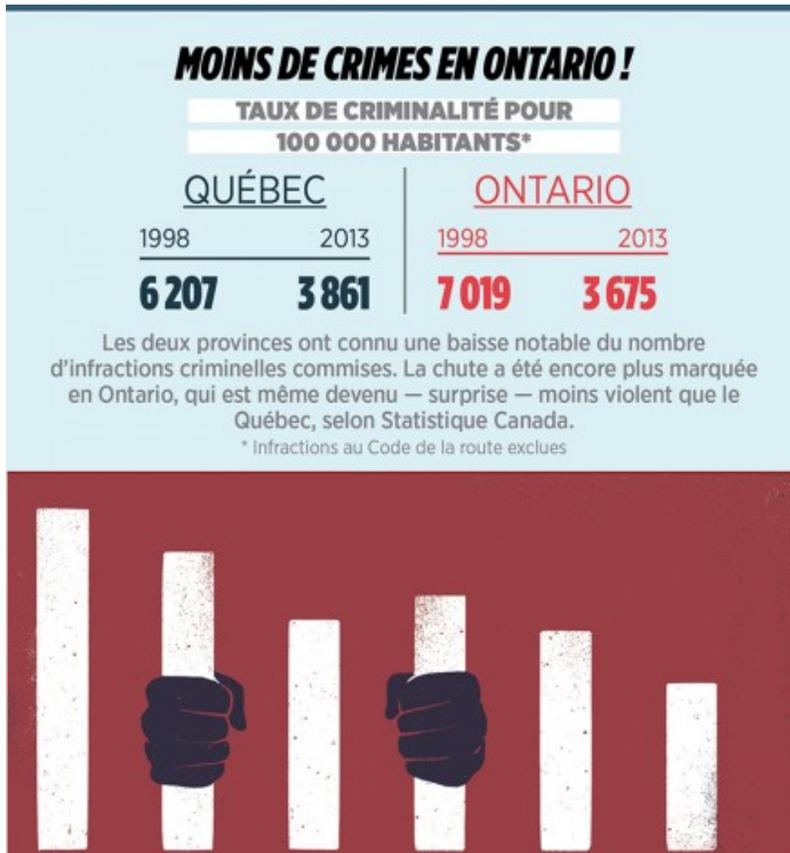
Tout comme il y a deux ans, les chercheurs voulaient répondre à deux grandes questions.

1. Le niveau de vie des jeunes s'est-il amélioré ou non ?
2. Le partage du pouvoir, de la richesse et des emplois entre les jeunes et le reste de la société s'est-il amélioré ou non ?

Pour comparer l'évolution des jeunes en Ontario et au Québec, Gagné et ses collègues ont créé, à partir des indicateurs retenus, un indice d'équité pour chaque province. Ils ont ensuite mis en parallèle les deux trajectoires. Bilan ? « Les Ontariens font, essentiellement, du surplace, tandis que le sort des Québécois s'est légèrement amélioré. »

La balance aurait, à coup sûr, penché encore davantage du côté du Québec si les chercheurs avaient pu comparer les investissements publics dans les services de garde des deux provinces (celles-ci ont des méthodes de comptabilité différentes, ce qui rend les comparaisons

hasardeuses). Malgré les hausses marquées de tarifs décrétées par le gouvernement Couillard, la plupart des parents québécois déboursent une fraction des sommes versées par les parents ontariens, qui dépassent 1 300 dollars par enfant par mois, en moyenne, dans la région de Toronto. (Avant la fin du tarif unique de 7 dollars par jour, les parents québécois dépensaient à peine 150 dollars par mois par enfant.)



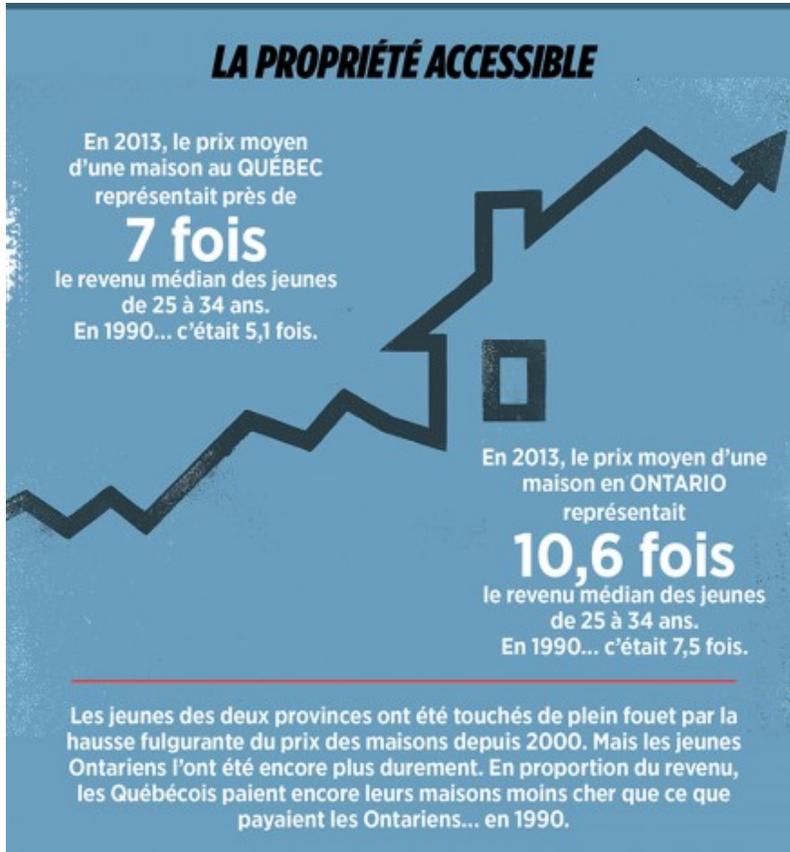
Mais attention ! Tout n'est pas sombre pour les jeunes Ontariens.

Ces derniers ont encore un actif médian (en gros : la valeur de leurs biens, maison comprise, moins les dettes) plus élevé. Ils sont plus nombreux à être titulaires d'un diplôme universitaire, malgré des gains spectaculaires au Québec. Ils vivent dans un environnement plus sécuritaire — le taux de criminalité au Québec dépasse désormais celui de l'Ontario ! — et jouissent d'une meilleure qualité de l'air.

Malgré ces nuances, le portrait d'ensemble brossé par l'IEG entre en collision frontale avec un certain discours ambiant selon lequel le Québec se porte toujours plus mal que ses voisins.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le Québec n'est plus le petit frère pauvre qu'il a longtemps été. Comment concilier ce constat avec les nombreuses études, largement relayées par les médias, sur la « pauvreté » relative des Québécois ?

Selon Laura O’Laughlin, économiste principale au Groupe d’analyse, cabinet américain de consultation en économie, finance et stratégie, et cofondatrice de l’indice, ces études se concentrent trop souvent sur le revenu moyen des gens, un indicateur utile mais imparfait, voire trompeur.



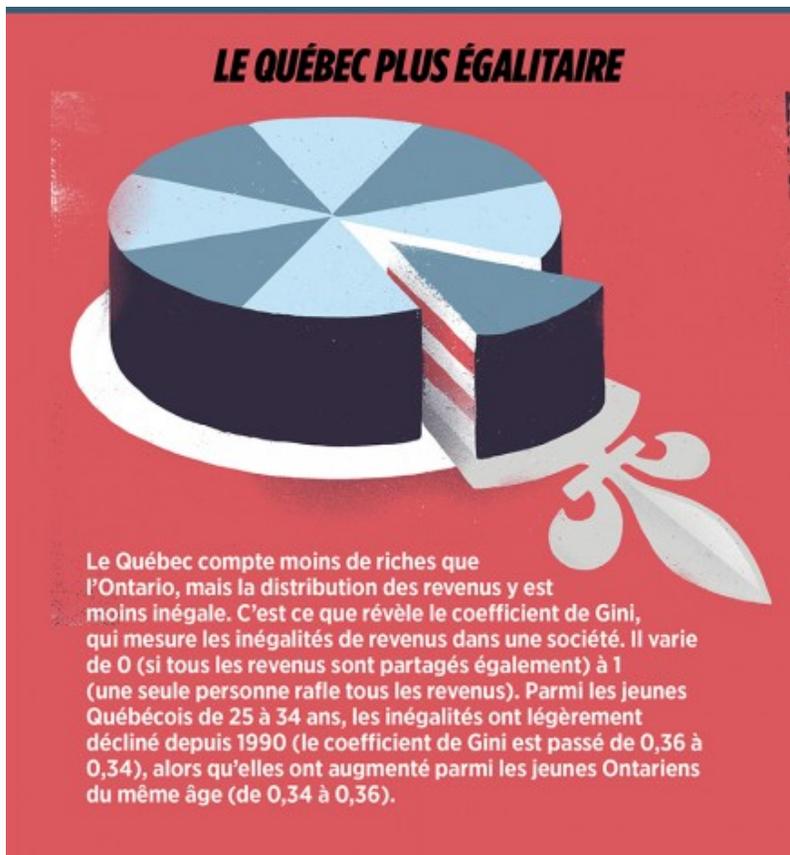
Il suffirait, par exemple, que le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, s’attable dans un petit casse-croûte pour que tous les convives deviennent, en moyenne, milliardaires ! Et ce, même si tous les autres clients vivaient dans les faits sous le seuil de la pauvreté. Le revenu médian — celui de la personne qui, dans un groupe de 10, se situe au cinquième rang — donne une lecture plus précise et plus réaliste.

En clair, le Québécois médian de 25 à 34 ans a plus d’argent dans ses poches, après impôts et transferts, que l’Ontarien médian du même âge — en dépit de leur revenu moyen quasi identique.

Fin janvier, dans une tour de bureaux du centre-ville de Montréal, les auteurs de l’étude ont présenté leurs conclusions à un ensemble de « sages », un groupe choisi d’économistes et de personnalités qui guident et critiquent leurs travaux depuis les balbutiements de l’indice d’équité, il y a trois ans.

« C'est un exercice éclairant, s'est exclamé Marcelin Joanis, de Polytechnique Montréal. Ça correspond à ce que j'observe aussi depuis plusieurs années dans mes propres travaux », dont l'étude *Vivre mieux... au Québec*, qui compare le bien-être des Québécois à celui des habitants des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les conclusions de ce nouvel indice d'équité n'étonnent guère, non plus, Pierre Fortin. Cet économiste, professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal, documente depuis de nombreuses années déjà le grand rattrapage du Québec, devenu pour ainsi dire « aussi riche » que l'Ontario, tout en étant moins inégalitaire, dit-il.



Selon lui, ce rattrapage n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat des politiques économiques et sociales adoptées par Québec depuis 25 ans. Il cite en exemple la création des centres de la petite enfance (CPE) et des bas tarifs de garderie. « Le taux d'activité des femmes a explosé au Québec et a stagné en Ontario », dit-il, et ce n'est pas une coïncidence.

L'ancienne ministre péquiste Louise Harel, une autre « sage », n'a pas manqué de souligner que l'amélioration la plus notable du niveau de vie des jeunes — de 1996 à 2002 selon l'indice — coïncide avec la naissance des CPE.

La Loi sur l'équité salariale, qui a permis de hausser la rémunération de métiers traditionnellement féminins, a sans doute aussi eu un effet, note l'économiste Laura O'Laughlin.

Réjean Parent, ex-président de la Centrale des syndicats du Québec, avait vu dans la première livraison de l'IEG une « réhabilitation » des *boomers*, accusés à tort, selon lui, d'avoir volé l'avenir de leurs enfants. « Je suis heureux de voir que ça se confirme et que la situation des jeunes évolue vers le haut, comme celle du reste de la société. »

Cet ex-syndicaliste voit lui aussi dans ces données une « preuve » de l'efficacité des efforts déployés pour aider les familles, au Québec. « Ça fait du bien, parce qu'au Québec, malheureusement, nos politiciens ont tendance à naviguer à vue, dit-il. On a de la misère à mesurer l'impact de nos décisions. »



Également présent à la réunion, le nouveau PDG du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec, Monsef Derraji, s'est réjoui que les jeunes du Québec n'aient plus aucun complexe à entretenir vis-à-vis de leurs congénères ontariens. Mais il s'est dit inquiet des répercussions de la hausse des tarifs dans les services de garde décrétée par le gouvernement Couillard.

« Il ne faut pas crier victoire, parce que cette mesure risque, à elle seule, de miner tous les gains qu'on a faits ces dernières années, dit-il. La hausse du nombre de mères sur le marché de l'emploi a beaucoup aidé à augmenter le revenu des familles. On risque de voir ces gains annihilés au bout de quatre à cinq ans. »

L'économiste Marcelin Joanis adresse une autre mise en garde à ceux qui seraient tentés de célébrer trop rapidement le rattrapage avec le voisin ontarien. Il note que l'Ontario a été plus durement touché par la crise économique de 2008-2009. Cette crise, jumelée à la force du huard — longtemps dopé par les pétrodollars albertains —, a « cassé un ressort » dans l'économie ontarienne. Mais avec la faiblesse du huard, celle-ci pourrait rebondir. Et si c'était le cas, le Québec devrait... applaudir. Parce qu'il n'y a rien de réjouissant, insiste-t-il, à voir son principal partenaire commercial perdre de son pouvoir d'achat.

Recherche et édition pour la CGAQ par Luc de Bellefeuille, 11 mars 2016